

**Conférence
de Monsieur l'Ambassadeur de France,
Gilles CURIEN**



**Séance publique «hors les murs»
du 24 mars 2006 dans les Grands Salons
de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle**



La Diplomatie française au XVIII^{ème} siècle

Quand notre président m'a demandé de parler de la diplomatie au temps des Lumières, j'ai hésité un moment. Mon professeur d'histoire diplomatique, il y a quelque soixante-cinq ans, n'avait pas enseigné la matière sous cet angle-là. Il avait eu tort évidemment. Notre président voyait plus juste. Il fallait traiter le sujet. Mais quel sujet ! La diplomatie, en ce siècle-là, était extraordinairement foisonnante. Quant aux lumières, si enchanteresses fussent-elles, il semble bien que leurs effets, sur la diplomatie tout au moins, aient été parfois plutôt ambigus.

Comment y voir clair ? D'abord dans le foisonnement diplomatique. Entre 1715 et 1789, puisque c'est la période généralement considérée, l'activité diplomatique est constante, en tous lieux, en temps de paix comme en temps de guerre. Pendant ces 74 années, je n'en ai noté que 15 sans conclusion de traité, mais aucune sans l'amorce ou la poursuite d'une négociation. Cela sans parler de la diplomatie officieuse qui doublait parfois la diplomatie officielle. Sous Louis XV, c'était le secret du roi : par des agents spécialement accrédités, le roi préservait ainsi des relations traditionnelles ou particulières avec la Pologne, la Suède, la Turquie notamment, à l'insu de ses principaux commis. Les affaires

en cause étaient plus nombreuses et plus variées que jamais. Il ne s'agissait plus seulement de questions dynastiques ou d'acquisition de territoires, mais de plus en plus d'ambitions commerciales et économiques, sans compter les subsides versés par des puissances riches à des clientèles besogneuses. Les acteurs aussi étaient d'origines diverses : des ecclésiastiques et des magistrats encore comme autrefois, mais de très nombreux militaires. Entre 1748 et 1789, les deux tiers des diplomates avaient commencé par une carrière militaire où ils avaient cherché à s'illustrer pour briguer ensuite un poste diplomatique. Ces militaires-là, bien sûr, n'avaient rien de soudards grossiers, témoin le Comte puis Duc de Guines qui, après un court passage aux armées, était devenu ambassadeur à Londres où il charmait ses dîners en jouant de la flûte et à qui l'on doit un concerto pour flûte et harpe commandé par lui à Mozart en 1775. Des écrivains, des penseurs se mêlaient à tout ce beau monde. David Hume, le philosophe anglais, accompagnait l'ambassadeur de Grande Bretagne à Paris.

Montesquieu avait sollicité un poste du Cardinal de Fleury. Voltaire avait accompagné l'ambassadeur de France à La Haye. Il avait fallu le rapatrier d'ailleurs après des frasques amoureuses. Rousseau avait été le secrétaire du prince de Kaunitz, l'ambassadeur d'Autriche en France, puis de l'ambassadeur de France à Venise dont il avait écrit pis que prendre. Il n'y avait pas encore d'ENA à cette époque. Une académie politique avait été créée en 1712 mais avait été dissoute quelques années plus tard. Une école de diplomates avait été ouverte à Strasbourg par un historien allemand vers le milieu du siècle. Elle était fréquentée surtout par des jeunes gens de familles nobles d'Europe centrale. Pas de technocratie donc, mais une avancée dans la parité hommes - femmes.

Le rôle des favorites a été très notable. C'est la marquise de Prie, maîtresse du Régent puis du duc de Bourbon, qui a inspiré le choix de Marie Leszczyńska comme épouse du jeune Louis XV. C'est à la Pompadour que l'Autriche a fait ses premières ouvertures pour le renversement des alliances. La marquise de Pompadour avait d'ailleurs couramment avec les ambassadeurs des conversations dégantées, comme on disait alors, c'est-à-dire sans doute assez libres, mais qui n'étaient pas du tout sottes, ni futiles. En 1752 elle écrivait au Duc de Mirepoix, ambassadeur à Londres : «N'écoutez pas ce qu'on vous dit à la Cour, mais ce qu'on dit à la Bourse de Londres, car en Angleterre il n'y a que les marchands qui demandent la guerre et qui la font déclarer quand il leur plaît». Enfin c'est la du Barry que Frédéric II appelait «Cotillon III», née Jeanne Bécu, baptisée à Vaucouleurs, une Lorraine donc, qui a poussé à la disgrâce de Chorseul, autre Lorrain.

Quel désordre ! Tout ce foisonnement produisait inévitablement des instructions contradictoires, du moins dans l'inspiration. Exemple : Voici un

extrait des instructions qu'emporte Vergennes en partant comme ministre à Constantinople, instructions toutes de prudence et de discrétion : Louis XV recommande au chevalier de Vergennes de détourner les Turcs d'une conquête contre la Perse. Il lui demande d'avoir « grand souci de leur parler de manière qu'ils ne puissent pas supposer que l'intérêt de sa Majesté entre le moins du monde dans ce qu'il leur dira. Il doit au contraire s'étudier à mettre tant de naturel dans ses discours qu'ils soient persuadés que la tranquillité et la prospérité de leur empire est l'unique motif de les lui faire tenir », « Quelques années plus tard c'est Choiseul qui écrit à Vergennes. Le ton est tout différent : « Il n'est plus question de nous occuper uniquement des petites affaires courantes de l'ambassade. C'est la guerre par les Turcs qui doit être l'unique objet de votre travail et de vos méditations. Ne ménagez rien pour acquérir dans le Divan la même influence que les ministres russe et prussien ont acquise à notre préjudice. Mettez plus de chaleur et d'activité dans votre conduite. »

Ce foisonnement, ces contradictions même, seraient-elles le reflet de l'ambiguïté des lumières, autres caractéristiques de l'époque ? J'ose à peine parler de lumières après les éminents historiens qui en ont rendu compte. Le professeur Châtellier, membre de notre Académie, distinguait dans une communication récente, les lumières profanes et les lumières chrétiennes. Il évoquait la définition de d'Alembert à savoir un rejet de la métaphysique et celle de Kant : un passage de l'esprit humain de la minorité à l'âge adulte. Il s'agissait en tout cas, selon la formule contractée d'un autre historien, René Pomeau, d'un « déplacement des fins humaines ». Les esprits d'alors en effet, se détournaient de la métaphysique pour s'intéresser à la physique, à la nature, à la nature humaine, aux fins terrestres et par suite, à la recherche du bonheur.

Or, il faut bien admettre que la nature humaine a des aspirations diverses, aspiration au bonheur sans doute, mais aussi à l'agression et à la conservation. Platon déjà distinguait, dans l'âme humaine, l'intelligible, l'irascible et le concupiscible. Commandée par la nature humaine, la recherche du bonheur connaîtra nécessairement les deux tendances d'agression et de conservation. Mauvertuis, un homme des lumières, géomètre et philosophe, l'avait ressenti. Il mettait en garde contre deux tentations qui, cherchant le bonheur, risquaient de lui nuire : les désirs trop ambitieux et les replis égoïstes. Avec le recul du temps un historien de mes amis observait malicieusement que les sous – produits des lumières avaient été aussi bien Bernardin de Saint-Pierre et ses récits doncéâtres que Maximilien de Robespierre et la guillotine. La diplomatie et les diplomates ne vont pas à ces extrêmes, n'étant par nature et profession, ni aussi naïfs ni aussi tranchants. Mais il demeure que la diplomatie du XVIII^{ème} siècle, si sensible soit-elle au charme des lumières, pourra être tantôt à visée conquérante, tantôt d'inspiration conservatrice.

Voyons ce qu'il en a été dans la pratique. A défaut de décrire toutes les trac-tations du siècle dans leur foisonnement et leur ambiguïtés, je vous propose un spectacle diplomatique en cinq actes, les cinq actes diplomatiques les plus caractéristiques de l'époque qui, j'espère, rendent bien compte de l'ensemble. A l'issue du spectacle, nous tâcherons de nous former un jugement ou de tirer une leçon.

Le premier acte sera plutôt paisible. La scène se passe au lendemain du traité d'Utrecht, après les guerres de Louis XIV et de la succession d'Espagne. L'Europe reprend son souffle. La France a besoin de paix. L'Angleterre a besoin d'asseoir sa nouvelle dynastie de Hanovre. Il n'y a plus que deux foyers d'agi-tation : l'Espagne qui ne se console pas de la perte de ses possessions en Italie et la Pologne, pour la succession d'Auguste II de Saxe. Qui sont les acteurs de cette période ?

Premier tableau : en France ce sont le Régent et son secrétaire aux affaires étrangères, l'abbé Dubois. Le Régent, connu surtout comme un homme de plaisir, n'est pas étranger aux lumières ; il a même essayé d'arranger la querelle avec les jansénistes. Il aime les beaux tableaux, les beaux objets, les belles dames et tient surtout à sa situation personnelle. Il cherche l'appui de l'Angleterre pour se protéger des prétentions des Bourbons d'Espagne dans une éventuelle succession au trône. Il envoie l'abbé Dubois porter un message au ministre anglais Stanhope : «Je suis toujours persuadé que vous désirez plus que personne que je sois uni d'amitié avec le roi de la Grande Bretagne». Et qui est l'Abbé Dubois ? Saint Simon le met plus bas que terre, car il était «né dans la boue»... «tous les vices combattaient en lui» disait-il. Certes l'abbé Dubois n'était pas étouffé par la théologie, mais c'était un habile homme ; il avait su s'affilier aux lumières naissantes, il avait fait partie du Club de l'Entresol, animé par l'abbé de Saint Pierre, auteur d'un ouvrage sur la paix perpétuelle. Pour sceller le rapprochement avec l'Angleterre, il envoie des caisses de champagne au roi d'Angleterre et à son ministre (le champagne existait déjà, c'était l'époque de Dom Pérignon). Si bien que le roi George demande au Régent d'intervenir à Rome pour que Dubois reçoive l'archevêché de Cambrai. La diplomatie de la Régence n'est donc pas rebelle aux lumières, mais donne plutôt dans le concupiscible.

Deuxième tableau de ce premier acte. Peu après la mort du Régent, le cardinal de Fleury devient premier ministre. C'est un homme sage. Il a été précepteur du jeune Louis XV. Il a 73 ans. Il demeure à son poste jusqu'à 90 ans. Son grand âge le met à l'abri des audaces. Il a, dit Saint Simon, des manières patelines. Il n'est pas hostile aux lumières tant qu'il s'agit du progrès des sciences. Il est membre de trois académies. Il commande des expéditions

scientifiques en Laponie et au Pérou. Mais il est plus réservé quant au jeu des lumières dans la politique. Il écrit à l'abbé de Saint Pierre au sujet de son club de l'Entresol : «Je vois dans votre lettre d'hier que vous proposeriez dans vos assemblées de traiter des ouvrages de philosophie. Comme ces sortes de matières conduisent ordinairement plus loin qu'on ne voudrait, il ne convient pas qu'elles en fassent le sujet. Il y en a beaucoup d'autres qui ne peuvent avoir les mêmes conséquences et qui ne sont pas moins dignes d'attention ». Ce qui est digne d'attention pour Fleury c'est la paix du royaume. Il maintient la paix avec l'Angleterre. Il s'entend bien avec Walpole, le premier ministre anglais, un bon vivant qui assure son pouvoir en achetant les parlementaires et dont la devise est «*quieta non movere*», ne pas remuer ce qui est tranquille, «*Let sleeping dogs lay*».

L'Espagne cependant s'agite. Une guerre s'ensuit. La France y est entraînée par le jeu des alliances. Mais Fleury limite les engagements. Il en sera de même pour la Pologne. Le roi Auguste II de Saxe meurt en 1733. Les Polonais ne veulent pas d'Auguste III son fils, marié à une archiduchesse russe. La France propose Stanislas Leszczyński, le beau-père de Louis XV, en exil à Wissembourg. Il est élu. Les Russes n'en veulent pas. Les troupes russes entrent en Pologne. Stanislas se retire à Danzig où il est assiégé. Le prudent Fleury n'envoie pour le sauver qu'un contingent de deux milles hommes. Le contingent n'ose pas débarquer et affronter les armées russes beaucoup plus nombreuses. Il rebrousse chemin. L'ambassadeur de France au Danemark, le comte de Plélo, un ancien officier, ancien du Club de l'Entresol, donc des lumières, est indigné de cette couardise. Il prend la tête du contingent, fonce sur Danzig. Il est tué en menant la charge.

Ce premier acte ne se terminera pas par la mort héroïque d'un fils des lumières. Fleury le sage parvient à lui donner une fin plus douce par une négociation des plus classiques, qui dure trois ans, qui ne doit pas grand-chose aux lumières, mais qui n'en sera pas moins bénéfique. Contre la reconnaissance des droits de Marie-Thérèse d'Autriche à la succession de son père, Fleury obtient que François de Lorraine, le mari de Marie-Thérèse, renonce à son duché, qui sera cédé à Stanislas, pour revenir à la France au décès de ce dernier. Ainsi prend fin ce premier acte, où les lumières, pour la diplomatie, ont été présentes, mais tamisées.

L'acte II, celui de la succession d'Autriche, s'ouvre au contraire par un prélude éclatant de lumière. Voltaire est à La Haye. Il signe, le 12 octobre 1740, la préface de «l'Anti-Machiavel», l'ouvrage que le prince Frédéric de Prusse, devenu le roi Frédéric II quelques mois plus tôt, lui a remis pour avis avant publication. Je vous lis les premières phrases de la préface, pour que rayonne

la lumière. «L'illustre auteur de cette réfutation est une de ces grandes âmes que le ciel forme rarement pour ramener le genre humain à la vertu par leurs préceptes et par leurs exemples. Il mit ses pensées par écrit il y a quelques années dans le seul dessein d'écrire des vérités que son cœur lui dictait. Il était encore tout jeune. Il voulait seulement se former à la sagesse, à la vertu. Il comptait ne donner des leçons qu'à soi même, mais ces leçons qu'il s'est données méritent d'être celles de tous les rois et peuvent être la source du bonheur des hommes». La vertu, le bonheur des hommes, voici comment Frédéric II, l'antimachiavel, va s'en préoccuper.

Le 26 octobre, Charles VI, l'empereur d'Autriche, meurt, laissant sa succession à sa fille Marie-Thérèse. Le 16 décembre, le temps de rassembler ses troupes, Frédéric II jette son armée sur la Silésie, riche province autrichienne, voisine de son pauvre Brandebourg. Il réclame de l'Autriche la cession de cette province contre la promesse qu'il votera pour François de Lorraine le jour de l'élection impériale. Fleury voudrait rester neutre dans ce conflit. C'est aussi l'avis de Louis XV. Mais il existe un parti belliciste à Paris, anti-autrichien, pro-prussien. Le Marquis d'Argenson, membre du conseil des dépêches, pousse à la guerre. «Eh quoi, déclare-t-il, laisserions-nous passer ce grand événement de la mort de l'Empereur sans y gagner ?» Et qui est le Marquis d'Argenson ? C'est un homme des lumières. Les précieux courtisans de l'époque l'avaient appelé d'Argenson la bête à cause de son aspect rustique et de son maintien embarrassé mais c'était un homme cultivé, ancien membre du Club de l'Entresol, ami des philosophes. Voltaire disait de lui qu'il eut été digne d'être secrétaire d'Etat dans la République de Platon. Il est appuyé par Belle Isle, un brillant militaire, petit fils de Foucquet, qui rêve de s'illustrer davantage. Les hommes des lumières l'emportent. On entre dans la guerre. Belle Isle, dépêché d'abord pour une campagne diplomatique, se met en campagne militaire. Il traverse l'Allemagne, entre en Bohême, s'empare de Prague, puis doit battre en retraite. Finalement les Impériaux menacent l'Alsace. Louis XV tombe malade à Metz. Il faut de nouveau négocier. C'est le traité d'Aix la Chapelle. Malgré les succès de Maurice de Saxe dans les Flandres, la France renonce à toute acquisition. La Prusse garde la Silésie. Louis XV dit avoir voulu faire la paix en roi et non en marchand. Dans l'opinion, il a fait la guerre pour le roi de Prusse.

Curieuse mécanique de l'histoire, déclenchée par les amis déclarés des lumières au mépris de toute civilité, arrêtée par de moins dévoués aux lumières, se réclamant de la civilité. Où l'on commence à discerner, dans la pratique, le double effet produit par les lumières, sur les ambitieux concupiscibles d'une part et les conservateurs d'autre part.

Acte III. Le renversement des alliances. Belle partie diplomatique. La France qui était traditionnellement opposée à l'Autriche et depuis moins longtemps alliée de la Prusse, va, en quelques années, s'allier à l'Autriche et combattre la Prusse. L'Autriche, qui se sent un peu seule et songe à récupérer la Silésie, cherche un appui et prend l'initiative d'un rapprochement avec la France. Le prince de Kaunitz, ambassadeur en France entre dans les bonnes grâces de Madame de Pompadour. Devenu chancelier d'Autriche, il charge son successeur, le comte Stahrenberg, de poursuivre la négociation. L'abbé de Bernis en est chargé du côté français. L'affaire est conclue quand on apprend que le roi de Prusse est en train de passer un accord avec l'Angleterre qui nous attaque de toutes parts en Inde et en Amérique.

Nous voilà lancés dans la guerre de 7 ans qui, hélas, se terminera mal. Qui sont les acteurs de cette partie tragique ? Ce sont, pour la plupart, de gracieux personnages, qui ont le charme du temps des lumières, mais qui agissent essentiellement pour des raisons d'Etat, accessoirement pour des raisons d'humeur.

Le prince de Kaunitz, Frédéric II l'a jugé : «frivole dans ses goûts, profond dans ses affaires». C'est un séducteur. Il s'attache les ambassadeurs étrangers en leur facilitant des aventures amoureuses. C'est un libertin : quand le pape vient en visite en Autriche, Joseph II l'accueille à genoux et baise l'anneau pontifical, Kaunitz serre la main que lui tend le Saint Père. L'abbé de Bernis, chargé de négocier l'alliance est un abbé de cour, galant et bel esprit. Marmontel dit de lui : «il amusa de ses jolis vers les joyeux soupers de Paris». Il tourne des compliments à la marquise de Pompadour :

Ainsi qu'Hébé, la jeune Pompadour
A deux jolis trous dans la joue
Deux trous charmants où le plaisir se joue
Qui furent faits pour la main de l'amour.

Voltaire l'appelle «Babel la bouquetière» et Frédéric II écrit : «et je laisse à Bernis sa stérile abondance». Mais Bernis négocie fort bien et pense à sa carrière. Il sera nommé Cardinal. Choiseul, qui lui succédera, est plus typique encore du siècle des Lumières. Après une carrière militaire dans l'armée autrichienne d'abord sur le front turc, puis dans l'armée française avec Maurice Saxe dans les Flandres, il fréquente la cour, gagne les faveurs de la Pompadour en l'avisant d'une intrigue qui la menaçait : il dénonce sa propre cousine qui échangeait des billets doux avec le roi. Pour ses mérites il est fait ambassadeur à Rome, puis à Vienne. Voici la dernière phrase de ses instructions qu'il a peut-être rédigées lui-même : «Et surtout ne vous laissez jamais de vous efforcer de plaire». Je vous laisse apprécier cette cascade de verbes qui chute et rechute de l'effort au

plaisir. Il réussit si bien dans sa diplomatie que le roi l'appelle pour succéder à Bernis au plus fort de la guerre de sept ans. Les Français et les Impériaux sont battus à Rossbach par les Prussiens. Les Anglais nous taillent des croupières en Inde comme en Amérique. Choiseul tente de redresser la situation. Il ne manque pas d'autorité, mais il est gêné par les pacifistes et par le roi lui-même, las de la guerre. C'est l'époque où le bon roi Stanislas, auteur d'un mémoire sur l'affermissement de la paix générale, lance de son château de Lunéville, un appel aux souverains engagés dans la guerre, pour qu'ils se rencontrent dans une grande conférence qu'il organiserait à Nancy. Il reçoit quelques réponses polies, mais toutes évasives. Choiseul négocie donc et ce sera le triste traité de Paris de 1763 qui nous prive de la plupart de nos possessions en Amérique et en Inde.

A noter à cet égard que les gens des Lumières n'en sont pas autrement peinés. On connaît les propos de Voltaire sur les arpents de neige. D'Argenson est du même avis : «une lieue carrée des Pays-Bas vaut mieux qu'une colonie». Telle était l'humeur de la belle société française de l'époque. C'était l'effet émollient des lumières. En face, les prédateurs en ressentaient l'effet excitant. C'était le cas de Frédéric II qui percevait très bien le contraste et disait alors de la France : «impossible de rendre l'ambition à cette nation». Frédéric confirmait les effets ambigus des lumières.

Acte IV. C'est l'acte diplomatique le plus tragique et pourrait-on dire, si ce n'était pas si affligeant, le plus baroque du siècle des lumières. C'est le partage de la Pologne. Tous les acteurs sont des princes éclairés ou prétendus tels, mais tous sont des concupiscibles. Frédéric II, d'abord, porté aux nues par nos philosophes et qui a fait enlever la devise «pro Deo» de ses étendards ; Catherine II la tsarine, amie de Diderot et de d'Alembert ; Joseph II d'Autriche qui déclarait : «J'ai fait de la philosophie la législatrice de mon empire». Même leur victime, Stanislas Poniatowski, ancien amant de Catherine II, était un prince éclairé. Il avait fréquenté à Paris le salon de Madame Geoffrin où il avait rencontré d'Alembert et Fontenelle ; il voulait, disait-il, «le salut de son peuple par les lumières».

Mais voici que le drame se noue. A la mort d'Auguste III, Poniatowski est élu, alors par la grâce de Catherine II. Fidèle à ses idées philosophiques, il essaye d'introduire des réformes : tolérance religieuse, suppression du liberum veto qui paralysait la Pologne. Intolérable pour les Russes qui veulent maintenir l'anarchie, intolérable pour les catholiques polonais qui dénoncent le «roi athée». Le désordre s'installe dans le pays. Frédéric II a une idée, machiavélique comme toujours ; les Russes et les Autrichiens se disputent à propos de l'Empire ottoman, il pourrait les rabibocher sur le dos de la Pologne, dont il

tirerait lui-même profit. La Russie est vite d'accord. L'Autriche hésite un peu. Marie-Thérèse répond à Frédéric qu'elle préfère être coupable de faiblesse plutôt que de malhonnêteté. Mais Frédéric trouve des oreilles plus attentives chez Kaunitz et chez Joseph II. L'affaire est conclue avec les Russes d'abord puis les Autrichiens, aux termes d'une convention dont les considérants sont lumineusement hypocrites. «Attendu, disent-ils, la confusion générale où se trouve la République de Pologne par la division des Grands et la perversité d'esprit de tous les citoyens...» Attendu tout cela, Marie-Thérèse, malgré ses larmes, prend la Galicie, Catherine II la Russie Blanche et Frédéric la région de Dantzig et de Thorn. Frédéric II écrit : «Nous communions d'un même corps eucharistique qui est la Pologne ; et si ce n'est pas pour le bien de nos âmes, ce sera sûrement un grand objet pour le bien de nos Etats».

De tous les porteurs de Lumières, seul Rousseau protestera. Diderot se félicite de l'opération : «on en a fini avec l'anarchie, écrit-il, c'est un coup porté à cet asile du fanatisme et de la superstition qu' était la Pologne». Voltaire écrit à Frédéric II «c'est assurément le vrai gâteau des rois. Votre destin a toujours été d'étonner la terre : je ne sais pas quand vous vous arrêterez, mais je sais que l'aigle de Prusse va bien loin». Quant à Madame Geoffrin, qui avait formé le jeune Poniatowski à Paris, elle prend benoîtement son parti de ses déconvenues : «vous devez avoir abandonné toutes ces idées que vous vous étiez faites d'être un grand roi, un bon roi. Vous ne devez plus désirer que d'être un roi tranquille».

Allons pour la tranquillité. C'est une fois de plus la façon conservatrice d'accepter des lumières, tandis que les concupiscibles les bafouent tout en s'en réclamant.

Acte V et dernier. La Révolution américaine. Autres lieux, autres mœurs et pourtant l'ambiguïté subsiste. Ambiguïté du côté américain. Sans doute quelques riches planteurs comme Jefferson connaissent Montesquieu et l'esprit des lois et pourraient se ranger dans le camp des lumières, bien qu'ils maintiennent des esclaves dans leurs plantations. Mais la plupart des Insurgents se méfient plutôt de ce qu'ils croient savoir de la France : un pays d'athées ou de papistes. Il y a quelques années d'ailleurs, un officier des milices anglaises nommé George Washington avait laissé assassiner traîtreusement un officier français nommé Jumonville. En France, la bonne société prenait néanmoins feu et flamme sous les Insurgents. De nombreux officiers français demandaient à partir pour soutenir leur cause. Mais la plupart des ministres n'étaient pas favorables à une intervention qui risquait de coûter cher, et le roi n'était guère disposé à favoriser des révoltés qui s'en prenaient à une autorité royale.

Un homme parvint à surmonter ces ambiguïtés. Ce fut Vergennes. Qui était donc Vergennes ? C'était un sage. Il avait fait toute sa carrière dans la diplomatie. Le pétulant Choiseul l'avait tancé lorsqu'il était à Constantinople, le priant d'être plus remuant. Mais, le dit Choiseul avait reconnu par la suite ses mérites. « Demandez à Vergennes de vous apporter la tête du Vizir, il vous dira que c'est difficile mais il vous l'apportera ». Le chevalier de Vergennes était un homme simple. Il avait épousé à Constantinople une Française du Levant, une veuve fort aimable mais sans noblesse ni grande allure. Quand le Comte de Broglie, directeur de la diplomatie secrète, l'avait proposé à Louis XV comme ambassadeur en Suède, «soit, avait dit le roi, mais je défends qu'il amène avec lui sa vilaine femme». Vergennes fit pourtant merveille à Stockholm, où il contribua à la réussite d'un coup d'Etat souhaité par Versailles, au bénéfice de Gustave III, l'idole des salons parisiens. Après ce beau succès, il devient ministre des affaires étrangères de Louis XVI en 1774. Le roi lui donne le 15 avril 1775 l'instruction suivante : «Nous n'avons rien à faire dans ce moment-ci que de tout voir et de nous tenir fort sur nos gardes... honnêteté et retenue doit être notre marche». Vergennes s'en tiendra à ces prudentes consignes.

Il refusera une proposition espagnole de conquérir le Brésil, une suggestion de Joseph II de s'emparer de l'Égypte. Mais pour l'Amérique, il s'informe. Il s'enquiert des besoins des Insurgents (puisqu'il a instruction de tout voir). Il reçoit un émissaire américain, Silas Dean. Il l'écoute, mais l'envoie chez Beaumarchais pour que celui-ci s'occupe de ses affaires. Beaumarchais est vraiment un artiste, des lumières, des affaires et de la diplomatie réunies. Il a été le professeur de harpe des filles de Louis XV. Il publie les œuvres de Voltaire à Kehl, pour déjouer la censure, il compose des féeries fort gaies et quelque peu libertines. Il a été chargé de récupérer à Londres des papiers de Louis XV détenus par le funambulesque chevalier d'Eon, tour à tour homme et femme. Il va fonder une compagnie commerciale pour fournir des armes aux Insurgents. «N'est-il pas curieux, écrit le prince de Ligne à ce propos, de voir le ministre le moins gai qu'il y eût jamais en France, employer un farceur ?».

Vergennes réussit en effet ce paradoxe. Il n'est triste qu'aux yeux du brillant prince de Ligne. Il est avisé et prudent. Beaumarchais fournit les armes. La Fayette s'embarque. Franklin est fêté à Paris. Vergennes ne s'engage personnellement à intervenir que quand les Insurgents remportent une victoire décisive à Saratoga. Il parvient alors à convaincre le roi toujours méfiant à l'égard des Insurgents. Il lui fait valoir que la forme républicaine est productrice d'anarchie et que cela affaiblira l'Angleterre. «Faut-il, dit finalement le roi, faut-il que des raisons d'Etat m'obligent à signer ce que je ne pense pas ? Mais le Comte de Vergennes a tout pris sur sa conscience et c'est un dévot qui va tous les jours à la messe». Vergennes a réussi à conjuguer, dans la sagesse, les lumières et la raison d'Etat.

Il n'est pas un fervent des lumières. Il n'aime pas beaucoup les écrivains d'alors, mais il s'en accommode pour parvenir à ses fins qui sont toutes d'équilibre et de conservation. On lui reproche de ne pas avoir assez exigé des Anglais lors du Traité de Versailles qui met fin à la guerre en 1763. Il s'en explique dans une lettre à Montmorin, ambassadeur à Madrid : «Rappelez vous, Monsieur, que j'ai toujours établi en principe, qu'en nous occupant à humilier l'Angleterre, il fallait bien nous garder de laisser soupçonner le dessein de vouloir l'écraser». Voilà qui tranche, dans cette période des lumières, avec les entreprises concupiscibles des princes réputés éclairés. Mais sans doute est-ce le fait d'un royaume un peu fatigué, qui doit se ménager. Nous retrouvons, à la fin de ce cinquième acte, les mêmes dispositions qu'au début du premier. Il y a chez Vergennes la même sagesse, le même souci d'équilibre que chez le Cardinal de Fleury avec en plus, chez Vergennes, ce côté facétieux d'avoir su utiliser les gens des lumières qui lui étaient plutôt étrangers.

Sur cet épisode facétieux (enfin, tout est relatif en diplomatie) je laisserai tomber le rideau du théâtre diplomatique. D'autres épisodes auraient pu s'y ajouter : l'acquisition de la Corse, la succession de Bavière, la question d'Orient. Ils ne nous apprendraient rien de plus. Ce sont les mêmes acteurs, les mêmes scénarios, les mêmes tendances. Choiseul qui s'affaire, Joseph II qui réclame la Bavière, Frédéric II qui l'envahit. Catherine II qui vise Constantinople. Vergennes qui déclare face à cette agitation que «La France, constituée comme elle est, doit craindre les agrandissements plus que les ambitionner». Il y a donc bien eu deux diplomaties au temps des lumières, l'une plus conquérante, l'autre plus conservatrice. Mais cela dit, tout est-il dit ?

Comment ne pas relever, au travers de ces tendances diverses, le charme que ce siècle opère ? Dans cette dualité d'inspirations, des connivences s'entretiennent et se rêvent d'heureux mariages. La dualité des tendances est le fait de la condition humaine. Mais le siècle des lumières - c'est sa magie - a enveloppé le tout, ses foisonnements, ses ambiguïtés dans un climat unique de légèreté, d'élégance, de bel esprit et de belle humeur. Même le tragique, le fâcheux (le traité de Paris par exemple) sont pris avec une indulgente désinvolture, le cynisme d'un Frédéric avec un regard amusé, la gravité d'un Fleury ou d'un Vergennes, avec une ironie bienveillante, le tout avec un parti pris de sourire, puisqu'on recherche le bonheur. Comment pouvait-il en être autrement, quand, au temps du Cardinal de Fleury, Vivaldi composait ses «Quatre Saisons», que, pendant la succession d'Autriche, Jean Philippe Rameau donnait les «Indes Galantes» et que, l'année du triste traité de Paris, le jeune Mozart se produisait à Paris ?

Quel jugement porter sur ce spectacle de gracieuse insouciance sur fond de graves affaires d'Etat ? Cette diplomatie du XVIII^{ème} siècle est faite de tant de

composantes disparates. D'une part les pulsions primitives, inéluctables, de la nature humaine, d'agression et de conservation, d'autre part les charmes de la tolérance, de l'élégance, voire de la frivolité. Faut-il juger ? Peut-on juger ? Ne vaut-il pas mieux se demander comment, de la recherche du bonheur, faire un bon usage diplomatique ?

Un homme, un roi, nous a dit ce qu'il en pensait. Il avait vécu les drames et les charmes du siècle. Stanislas le Bienfaisant qui, après avoir connu mille misères et tribulations, n'avait montré d'autre souci que de dispenser le bonheur. Il avait été, dans ses aventures, plutôt l'objet que l'acteur de la diplomatie foisonnante. Il avait apprécié les lumières sans en avoir été le jouet. Ses écrits sur le bonheur, sa correspondance avec Jean-Jacques Rousseau en font foi. «Le vrai bonheur consiste à rendre les gens heureux» écrivait-il. Voilà qui harmonise le souci de soi et le souci des autres, le réalisme et la civilité, Voilà qui est unir l'action et la contemplation. C'est aussi l'idée d'une belle, d'une sage, d'une essentielle diplomatie.

Il reste donc à rendre grâce à notre fondateur pour son intuition d'une diplomatie bienfaisante ; à rendre grâce à ceux qui ont su mener, avec élégance et discernement, une diplomatie foisonnante dans les ambiguïtés du siècle ; rendre grâce à notre président qui a voulu que leur souvenir soit évoqué et à vous-mêmes, Mesdames et Messieurs, pour votre tolérante attention.